Discours sur l'état de l'Union 2021 de la présidente von der Leyen

Strasbourg, le 15 septembre 2021

La version originale du discours peut être consultée ici.

RENFORCER L'ÂME DE NOTRE UNION

Introduction

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les députés,

Nombreux sont les gens qui ont le sentiment que leur vie a été en mode «pause», pendant que le reste du monde était en mode «avance rapide».

Les événements se succèdent si vite et les défis sont si grands qu'il est parfois difficile d'en prendre toute la mesure.

Ce temps a également été marqué par la recherche d'une âme. Certains ont réévalué leur vie, d'autres ont débattu largement du partage des vaccins et du partage des valeurs.

Mais quand je jette un regard rétrospectif sur l'année écoulée, quand je regarde l'état de notre Union aujourd'hui, je vois beaucoup d'âme dans tout ce que nous faisons.

C'est Robert Schuman qui a dit: L'Europe *a besoin d'une âme, d'un idéal et d'une volonté politique au service de cet idéal.*

Au cours des douze derniers mois, l'Europe a donné corps à ces propos.

Dans la plus grande crise sanitaire que le monde ait connue depuis un siècle, nous avons choisi de faire face ensemble, de sorte que chaque partie de l'Europe bénéficie du même accès à un vaccin salvateur.

Dans la crise économique la plus grave que le monde ait connue depuis des décennies, nous avons choisi de faire face ensemble, avec NextGenerationEU.

Et dans la crise planétaire la plus grave de tous les temps, nous avons choisi une fois encore de faire face ensemble, avec le pacte vert pour l'Europe.

Nous avons fait tout cela ensemble, la Commission, le Parlement et les 27 États membres. Comme une Europe unie. Et nous pouvons en être fiers.

Mais l'ère du corona n'est pas encore révolue.

Il y a encore beaucoup de souffrance dans notre société, alors que la pandémie se prolonge. Il y a des chagrins que nous ne pourrons jamais guérir, des vies qui ne reprendront plus jamais leur cours et le temps perdu que nous ne pourrons jamais rendre à notre jeunesse. Nous faisons face à des défis nouveaux et persistants dans un monde qui se rétablit – mais se fracture aussi – de manière inégale.

Il n'y a donc aucun doute: l'année prochaine, notre résolution sera une fois encore mise à l'épreuve.

Mais je crois que ce sont les épreuves qui font véritablement ressortir notre force - notre âme.

Quand je regarde notre Union, je sais que l'Europe triomphera de cette épreuve.

Et ce qui me donne cette confiance, c'est l'inspiration que nous pouvons puiser chez les jeunes Européens.

Parce que nos jeunes ont donné du sens à l'empathie et à la solidarité.
Ils estiment que nous avons une responsabilité envers la planète.
Et bien qu'ils soient inquiets pour l'avenir, ils sont déterminés à le rendre meilleur.

Notre Union sera plus forte si elle ressemble davantage à la prochaine génération: réfléchie, déterminée et bienveillante. Ancrée dans des valeurs et audacieuse dans l'action.

Cet esprit sera plus important que jamais au cours des douze prochains mois. Tel est le message contenu dans la lettre d'intention que j'ai envoyée ce matin au Président Sassoli et au Premier ministre Janša et qui présente nos priorités pour l'année à venir.

UNE EUROPE UNIE DANS L'ADVERSITÉ ET DANS LA REPRISE ÉCONOMIQUE

Mesdames et Messieurs les députés,

En période de pandémie, une année, c'est une longue traversée.

Quand je me tenais devant vous il y a 12 mois de cela, je ne savais pas quand nous disposerions – ni même si nous disposerions un jour – d'un vaccin sûr et efficace contre la COVID-19.

Mais aujourd'hui, ayant démenti toutes les critiques, l'Europe est à la pointe au niveau mondial.

Plus de 70 % des adultes sont entièrement vaccinés dans l'Union européenne. Nous avons été les seuls à partager la moitié de notre production de vaccins avec le reste du monde. Nous avons livré plus de 700 millions de doses dans l'Union européenne, et nous avons aussi livré plus de 700 millions de doses au reste du monde, dans plus de 130 pays.

Nous sommes la seule région du monde à l'avoir fait.

Une pandémie, c'est un marathon, et non un sprint.

Nous avons suivi la science.
Nous avons tenu nos engagements en Europe. Nous avons tenu nos engagements dans le monde.
Nous l'avons fait de la bonne manière, parce que nous l'avons fait *à l'européenne*.

Et ça a fonctionné!

Mais si nous avons toute raison d'être confiants, nous n'en avons aucune de nous endormir sur nos lauriers.

Notre première priorité – et la plus urgente – est d'accélérer la vaccination mondiale.

Quand on voit qu'à l'échelle planétaire, moins de 1 % des doses administrées l'ont été dans les pays à faibles revenus, on ne peut que constater l'ampleur de l'injustice et le degré d'urgence. C'est l'un des problèmes géopolitiques majeurs d'aujourd'hui.

L'Équipe Europe investit un milliard d'euros pour faire monter en puissance les capacités de production d'ARN messager en Afrique. Nous nous sommes déjà engagés à partager 250 millions de doses.

Je peux annoncer aujourd'hui que la Commission ajoutera à cela un nouveau don de 200 millions de doses d'ici au milieu de l'année prochaine.

C'est un investissement dans la solidarité, mais aussi dans la santé mondiale.

Notre deuxième priorité est de poursuivre nos efforts ici en Europe.

Nous voyons des divergences préoccupantes dans les taux de vaccination dans notre Union.

Alors nous devons continuer sur notre lancée.

Et l'Europe est prête. Nous avons obtenu 1,8 milliard de doses supplémentaires. C'est assez pour nous-mêmes et notre voisinage au moment où des injections de rappel sont nécessaires. Faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour que cette pandémie ne se transforme pas en une pandémie de non-vaccinés.

Notre dernière priorité est d'être mieux préparés face aux pandémies.

J'ai déclaré l'an dernier qu'il était temps de construire l'union européenne de la santé. **Aujourd'hui, le résultat est là. Avec notre proposition, nous rendons opérationnelle l'HERA, la nouvelle Autorité européenne de préparation et d'intervention en cas d'urgence sanitaire.**

L'HERA sera un immense atout pour réagir plus rapidement et mieux aux futures menaces sanitaires.

Nous avons les capacités scientifique et d'innovation, les connaissances du secteur privé et les autorités nationales compétentes. Maintenant, il nous faut articuler tout cela, notamment avec des financements massifs.

C'est pourquoi je propose une **nouvelle mission de préparation et de résilience sanitaire à l'échelle de toute l'Union**. Et celle-ci devrait être appuyée par un investissement de l'Équipe Europe de 50 milliards d'ici à 2027.

Pour faire en sorte qu'aucun virus ne fera jamais d'une épidémie locale une pandémie mondiale. Il ne saurait y avoir de meilleur retour sur investissement que celui-là.

Mesdames et Messieurs les députés,

Le travail fourni sur l'Union européenne de la santé constitue une avancée majeure. Et je tiens à remercier cette Assemblée pour son soutien.

Nous avons démontré que lorsque nous agissons ensemble, nous sommes capables d'agir rapidement.

Prenons l'exemple du certificat numérique de l'Union européenne:

Aujourd'hui, plus de 400 millions de certificats ont été émis dans toute l'Europe. 42 pays sur 4 continents différents sont connectés au système.

Nous l'avons proposé en mars.

Vous avez soutenu cette proposition!
Trois mois plus tard, il était opérationnel.

Grâce à cet effort commun, pendant que le reste du monde en parlait, l'Europe l'a fait, tout simplement.

À maints égards, nous avons fait ce qu'il fallait. Nous avons agi rapidement pour créer l'instrument SURE. Celui-ci a soutenu plus de 31 millions de travailleurs et 2,5 millions d'entreprises dans toute l'Europe.

Nous avons tiré les leçons d'un passé où nous étions trop divisés et trop à la traîne.

Et la différence est nette: la fois précédente, il a fallu 8 ans à la zone euro pour retrouver son niveau de PIB d'avant la crise.

Cette fois, nous prévoyons que 19 pays reviendront au niveau d'avant la pandémie cette année

encore, bientôt suivis par les autres. **La croissance de la zone euro a surpassé celle des États-Unis et de la Chine au dernier trimestre.**

Mais ce n'est qu'un début. Et les leçons de la crise financière doivent inciter à la prudence: À l'époque, l'Europe avait crié victoire trop tôt, et nous en avons payé le prix. Nous ne referons pas cette erreur.

La bonne nouvelle, c'est qu'avec NextGenerationEU, nous allons à présent investir à la fois dans la reprise *à court terme* et la prospérité *à long terme*.

Nous allons nous attaquer aux problèmes structurels de notre économie, qu'il s'agisse de réformer le marché du travail en Espagne, le système de retraite en Slovénie ou la fiscalité en Autriche.

Nous allons investir comme jamais auparavant dans la 5G et dans la fibre. Mais l'investissement dans les compétences numériques est tout aussi important. Cette tâche requiert l'attention des dirigeants et un dialogue structuré au plus haut niveau.

Toutes les mesures que nous prenons montrent clairement la voie à suivre aux marchés comme aux investisseurs.

Mais alors que nous nous projetons vers l'avenir, nous devons aussi réfléchir à la manière dont la crise a changé la face de notre économie – du creusement de la dette aux répercussions inégales sur les différents secteurs, en passant par les nouveaux modes de travail.

C'est pourquoi la Commission relancera dans les semaines à venir la discussion sur le réexamen de la gouvernance économique. L'objectif est de dégager un consensus sur la voie à suivre bien à temps pour 2023.

Mesdames et Messieurs les députés,

Nous célébrerons bientôt les 30 ans du marché unique. Depuis 30 ans, c'est le principal instrument du progrès et de la prospérité en Europe.

Dès le début de la pandémie, nous l'avons défendu contre la menace d'une érosion et d'une fragmentation. Pour notre reprise, le marché unique est le moteur de la compétitivité et d'emplois de qualité.

C'est particulièrement important pour le marché unique numérique.

Nous avons formulé des propositions ambitieuses au cours de l'année écoulée.

Pour restreindre le pouvoir de contrôleur d'accès dont jouissent les grandes plateformes;

Pour mettre ces plateformes face à leur responsabilité démocratique;

Pour favoriser l'innovation;

Pour canaliser la puissance de l'intelligence artificielle.

Le numérique est l'enjeu décisif. Et les États membres partagent ce point de vue. Les dépenses au titre du volet numérique de NextGenerationEU dépasseront même l'objectif de 20 %.

Cela témoigne de l'importance d'investir dans notre souveraineté technologique européenne. Nous devons redoubler d'efforts pour façonner notre transformation numérique selon nos propres règles et valeurs.

Je prendrai, si vous le voulez bien, l'exemple des semi-conducteurs, ces minuscules puces dont dépend le fonctionnement de tant de choses: smartphones, scooters électriques, trains ou même usines intelligentes entières.

Sans puces, pas de numérique. Et à l'heure où nous parlons, des lignes de production entières tournent déjà au ralenti malgré la demande croissante – à cause d'une pénurie de semi–conducteurs.

Alors que la demande mondiale a explosé, la part de l'Europe dans toute la chaîne de valeur, de la conception à la capacité de fabrication, a diminué. Nous sommes dépendants des microprocesseurs les plus avancés fabriqués en Asie.

Il ne s'agit donc pas seulement de notre compétitivité. L'enjeu est aussi notre souveraineté technologique. Accordons-lui donc toute notre attention.

Nous présenterons une nouvelle loi européenne sur les semi-conducteurs. Nous devons conjuguer nos capacités de recherche, de conception et d'essai de classe mondiale. Nous devons coordonner les investissements de l'UE et des États membres sur l'ensemble de la chaîne de valeur.

L'objectif est de créer ensemble un écosystème européen des semi-conducteurs à la pointe du progrès, intégrant la production. Cela sécurise nos approvisionnements et nous permettra de développer de nouveaux marchés pour des technologies européennes novatrices.

Oui, c'est un défi colossal. Et je sais que certains prétendent que c'est hors de portée.

Mais ils disaient la même chose à propos de Galileo il y a 20 ans.

Et voyez ce qui s'est passé. Nous nous sommes donné les moyens de notre ambition.

Aujourd'hui, les satellites européens fournissent le système de navigation utilisé par plus de 2 milliards de smartphones dans le monde. Nous sommes des leaders mondiaux. **Alors faisons encore preuve d'audace, cette fois dans le domaine des semi-conducteurs.**

Mesdames et Messieurs les députés,

La pandémie a laissé de profondes cicatrices – impactant énormément notre économie sociale de marché.

Soir après soir, nous étions tous là – à nos fenêtres, devant nos portes – pour applaudir les travailleurs de première ligne.

Nous avons tous senti combien nous dépendions de ces travailleurs. De celles et ceux qui se dévouent pour un salaire inférieur, moins de protection et moins de sécurité.

Les applaudissements se sont peut-être estompés, mais la force de nos émotions doit perdurer.

C'est pourquoi la mise en œuvre du **socle européen des droits sociaux** est si importante.

Il s'agit d'emplois décents, de conditions de travail justes, de soins de santé meilleurs, et d'un bon équilibre de vie.

Si la pandémie nous a appris une chose, c'est bien la valeur du temps. Et qu'il n'y a point de temps aussi précieux que le temps consacré à nos proches.

C'est ainsi que nous proposerons une nouvelle stratégie européenne de soins.

Afin que chaque homme et chaque femme puissent bénéficier des meilleurs soins possibles et trouver le meilleur équilibre de vie. Mais l'équité sociale n'est pas seulement une question de temps, mais aussi une question d'équité fiscale.

Dans notre économie sociale de marché, il est bon que les entreprises réalisent des profits. *Mais si elles réalisent des profits,* c'est bien grâce à la qualité de nos infrastructures, de notre sécurité sociale et de nos systèmes éducatifs.

Alors, c'est la moindre des choses qu'elles payent leur juste contribution. C'est pourquoi nous continuerons à lutter contre l'évasion et la fraude fiscales.

Nous proposerons un projet de loi ciblant les profits dissimulés derrière des sociétés écrans. Et nous mettrons tout en œuvre pour sceller l'accord mondial historique sur le taux minimal d'impôt sur les sociétés.

Payer un juste montant d'impôts n'est pas seulement une question de finances publiques, mais surtout une simple question d'équité.

Mesdames et Messieurs les députés,

Nous avons tous profité des fondements de notre économie européenne sociale de marché. Et nous devons faire en sorte que la prochaine génération puisse construire son avenir.

Nous sommes en présence d'une jeune génération, hautement éduquée, extrêmement talentueuse et fortement motivée. D'une génération qui a tellement sacrifié pour préserver la sécurité des autres.

La jeunesse c'est – normalement – le moment de la découverte. On fait de nouvelles expériences. On trouve les amis de vie. On découvre son propre chemin. Mais qu'est-ce qu'on a demandé aux jeunes d'aujourd'hui? De garder les distances sociales, de rester confiné et de faire l'école à la maison. Pendant plus d'un an.

C'est ainsi que tout ce que nous faisons – du pacte vert à NextGenerationEU – vise à protéger leur avenir.

C'est aussi pourquoi NextGenerationEU doit être financé par **de nouvelles ressources propres** sur lesquelles nous travaillons.

Mais nous devons également veiller à ne pas créer de nouvelles failles. Parce que l'Europe a besoin de toute sa jeunesse.

Nous devons encourager ceux qui tombent entre les mailles du filet. Ceux qui n'ont pas d'emploi. Ceux qui ne suivent ni enseignement ni formation.

Pour eux, **nous allons offrir un nouveau programme – ALMA**.

ALMA offrira à ces jeunes la possibilité d'une expérience professionnelle temporaire dans un autre État membre.

Parce qu'ils méritent, eux aussi, de vivre une expérience comme Erasmus. Pour acquérir des compétences, pour créer des liens et se forger leur propre identité européenne.

Mais, si nous voulons façonner notre Union à leur image, les jeunes doivent pouvoir façonner l'avenir de l'Europe. Notre Union doit avoir une âme et une vision qui leur parlent.

Comme Jacques Delors le demandait*: Comment fera-t-on l'Europe si les jeunes ne voient pas en elle un projet collectif et une représentation de leur propre avenir?*

C'est pourquoi nous proposerons de faire de 2022 l'année de la jeunesse européenne. Une année consacrée à valoriser les jeunes qui ont tant consacré aux autres. Et les jeunes doivent mener les débats de la Conférence sur l'avenir de l'Europe.

C'est leur avenir et ça doit être leur Conférence.

Et comme nous l'avons dit au début du mandat, la Commission sera disposée à donner suite aux points qui seront décidés par la Conférence.

UNE EUROPE UNIE DANS LA RESPONSABILITÉ

Mesdames et Messieurs les députés,

C'est une génération animée d'une conscience. Ils nous poussent à aller plus loin et plus vite pour résoudre la crise climatique.

Et les événements de cet été n'ont pu que leur donner raison: La Belgique et l'Allemagne ont été dévastées par des inondations. Et des feux de forêt ont sévi des îles grecques jusqu'aux collines de France.

Et si nous ne croyons pas nos propres yeux, il suffit de se fier à la science.

Les Nations unies ont récemment publié le rapport du GIEC, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. C'est l'autorité *scientifique* de référence sur le changement climatique.

Ce rapport ne laisse aucun doute. Le changement climatique est d'origine humaine. Mais c'est justement parce qu'il est d'origine humaine que nous pouvons y faire quelque chose.

Comme je l'ai entendu dire récemment: **Ça chauffe. À cause de nous. Pas de doute. La situation**

est mauvaise. Mais nous pouvons changer les choses.

Et le changement a déjà commencé.

Cette année, l'Allemagne a immatriculé plus de véhicules électriques que de voitures diesel au premier semestre. La Pologne est aujourd'hui le pays de l'Union qui exporte le plus de batteries automobiles et de bus électriques. Autre exemple: le **nouveau Bauhaus européen**, qui a fait exploser la créativité des architectes, des concepteurs et des ingénieurs aux quatre coins de notre Union.

Alors oui, clairement, le changement est en marche.

C'est l'idée même de notre pacte vert pour l'Europe.

L'an dernier, dans mon discours, j'ai annoncé l'objectif d'une réduction des émissions d'au moins 55 % à l'horizon 2030.
Depuis lors, nous avons – ensemble – traduit nos objectifs climatiques en obligations juridiques. **L'Union européenne est la première grande économie à présenter une législation complète pour atteindre ses objectifs.**

Vous avez vu la complexité de la chose. Mais l'objectif est simple. Nous allons mettre un prix sur la pollution. Nous allons rendre plus propre l'énergie que nous utilisons. Nous allons construire des voitures plus intelligentes et des avions plus propres.

Et nous ferons en sorte que les ambitions climatiques plus élevées s'accompagnent d'une ambition sociale plus grande. **La transition écologique doit être juste. C'est la raison pour laquelle nous avons proposé un nouveau Fonds social pour le climat** qui s'attaque à la précarité énergétique qui touche déjà 34 millions d'Européens.

Je compte sur le Parlement et sur les États membres pour préserver le niveau d'ambition des mesures proposées.

En ce qui concerne le changement climatique et la crise environnementale, **l'Europe peut faire beaucoup**. Et elle soutiendra les autres. Je suis fière **d'annoncer aujourd'hui que l'UE va doubler son financement extérieur pour la biodiversité**, en particulier pour les pays les plus vulnérables.

Mais l'Europe ne peut pas tout faire toute seule.

La COP26 de Glasgow sera un moment de vérité pour le monde entier.

De grandes puissances économiques – comme les États–Unis ou le Japon – se sont fixé des objectifs de neutralité climatique pour 2050 ou peu après. Ces objectifs doivent être soutenus par des plans concrets, établis à temps pour Glasgow. Parce que les engagements actuels pour 2030 ne permettront pas de limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré Celsius.

Chaque pays a des devoirs!

Les objectifs fixés par le président Xi pour la Chine sont encourageants. Nous appelons cependant la Chine à faire preuve de la même détermination au moment de définir les moyens d'atteindre ses objectifs. Quel soulagement pour le monde si la Chine se montrait capable d'atteindre le pic de ses émissions d'ici le milieu de la décennie - et cessait d'utiliser le charbon, sur son territoire et dans d'autres pays.

Mais si chaque pays a des devoirs, les grandes économies ont une obligation particulière envers les pays les *moins* développés et les *plus* vulnérables**.** Le **financement de l'action climatique** est essentiel pour ces pays – pour leur permettre d'atténuer les effets du changement climatique ou de s'y adapter.

À Mexico et à Paris, les grandes puissances économiques se sont engagées à fournir 100 milliards de dollars par an jusqu'en 2025 aux pays les moins développés et les plus vulnérables.

Nous tenons notre engagement. **L'Équipe Europe donne 25 milliards de dollars par an.** Mais le trou béant laissé par d'autres met l'objectif mondial hors de portée.

Combler ce trou augmentera les chances de succès à Glasgow.

Mon message aujourd'hui est que l'Europe est prête à faire davantage**. Nous allons maintenant proposer 4 milliards d'euros supplémentaires pour financer l'action climatique jusqu'en 2027.** Mais nous attendons aussi un effort des États-Unis et de nos autres partenaires.

S'ils comblaient ensemble le déficit de financement de l'action climatique, les États-Unis et l'Union européenne feraient preuve de leadership sur le climat et enverraient un signal fort au reste du monde. Il est temps d'agir.

Mesdames et Messieurs les députés,

Ce leadership économique et climatique joue un rôle central dans les objectifs globaux et de sécurité de l'Europe.

Il témoigne aussi plus généralement d'un bouleversement dans les affaires du monde, alors que s'installe un nouvel ordre international**.**

Nous entrons dans une **ère nouvelle, l'ère de l'hyper-compétitivité**.

Une ère où certains ne reculent devant rien pour gagner en influence: promesses de vaccins, prêts à taux élevés, missiles ou désinformation.

Une ère marquée par des rivalités régionales et par un regain d'intérêt des grandes puissances les unes pour les autres.

Les événements survenus récemment en Afghanistan ne sont pas la cause de ce changement – ils en sont le symptôme.

Avant toute chose, je veux être claire: **nous sommes aux côtés du peuple afghan**. Aux côtés des femmes et des enfants, des magistrats, des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme.

Je pense en particulier à ces femmes juges qui se cachent aujourd'hui des hommes qu'elles avaient mis en prison. Elles sont menacées de mort en raison de leur contribution à la justice et à l'état de droit. Nous devons les aider et nous coordonnerons tous les efforts avec les États membres pour les mettre en sécurité.

Nous devons continuer à soutenir tous les Afghans dans leur pays et dans les pays voisins. Nous devons tout faire pour éviter le risque réel d'une famine de grande ampleur et de catastrophe humanitaire. Et nous ferons notre part d'efforts. Nous augmenterons à nouveau, de 100 millions d'euros, l'aide humanitaire en faveur de l'Afghanistan.

Cet effort s'inscrira dans le cadre d'un **nouvel ensemble de mesures d'aide aux Afghans**, plus large, que nous présenterons au cours des prochaines semaines et qui sera le résultat de tous nos efforts.

Mesdames et Messieurs les députés,

Les événements qui se sont déroulés en Afghanistan ont été profondément douloureux pour toutes les familles des hommes et des femmes morts en service.

Nous nous inclinons devant le sacrifice de ces soldats, de ces diplomates et de ces travailleurs humanitaires qui ont donné leur vie.

Pour que leur sacrifice ne soit pas vain, nous devons nous demander pourquoi cette mission s'est terminée aussi brutalement.

Les alliés au sein de l'OTAN devront répondre à des questions très dérangeantes.

Mais il n'y a tout simplement pas de question de sécurité et de défense pour laquelle une coopération moindre serait la solution. Nous devons investir dans notre partenariat commun et tirer parti des forces uniques de chacun.

C'est pourquoi nous travaillons avec le secrétaire général, Jens Stoltenberg, à une nouvelle déclaration conjointe de l'UE et de l'OTAN que nous présenterons avant la fin de l'année.

Mais il ne s'agit là que d'une seule partie de l'équation.

L'Europe peut et, de toute évidence, doit être prête à faire davantage avec ses propres moyens. Mais si nous voulons en faire plus, nous devons d'abord expliquer pourquoi. Je vois trois grandes catégories.

Premièrement, nous devons assurer la stabilité dans notre voisinage et dans différentes régions.

Nous sommes reliés au monde par d'étroits bras de mer, des mers houleuses et de vastes frontières terrestres. En raison de cette géographie, l'Europe sait mieux que quiconque que si l'on ne fait pas face, à temps, à la crise se produisant à l'étranger, la crise vient à nous.

Deuxièmement, la nature des menaces auxquelles nous sommes confrontés évolue rapidement: des attaques hybrides ou cyberattaques à l'intensification de la course aux armements dans l'espace.

Les technologies de rupture ont considérablement nivelé la façon dont le pouvoir peut désormais être utilisé par des États voyous ou des groupes non étatiques.

Vous n'avez plus besoin d'armées ni de missiles pour causer des dégâts de très grande ampleur. Vous pouvez mettre à l'arrêt des installations industrielles, des services municipaux et des hôpitaux — vous n'avez besoin que de votre ordinateur portable. Vous pouvez perturber tout un processus électoral avec un smartphone et une connexion internet.

La troisième raison est que l'Union européenne est un garant de la sécurité unique. Il y aura des missions où l'OTAN ou l'ONU ne seront pas présentes, mais où l'UE devrait l'être.

Sur le terrain, nos militaires travaillent côte à côte avec des policiers, des avocats et des médecins, avec des travailleurs humanitaires et des défenseurs des droits de l'homme, avec des enseignants et des ingénieurs.

Nous pouvons associer militaires et civils, de même que la diplomatie et le développement, et nous avons une longue expérience en matière de consolidation et de maintien de la paix.

La bonne nouvelle, c'est qu'au cours des dernières années, nous avons commencé à développer un écosystème européen de la défense**.**

Mais c'est de l'Union européenne de la défense dont nous avons besoin.

Ces dernières semaines, les forces expéditionnaires ont fait l'objet de nombreuses discussions, portant sur le type de forces et les effectifs requis: des groupements tactiques ou une force européenne d'entrée.

Il ne fait aucun doute que cela fait partie du débat — et je pense que cela fera partie de la solution.

Mais la question plus fondamentale que nous devons nous poser est celle de savoir pourquoi cela n'a pas fonctionné dans le passé.

Vous pouvez disposer des forces les plus avancées au monde — mais si vous n'êtes jamais prêt à les utiliser — à quoi servent-elles?

Ce qui nous a manqué jusqu'à présent, ce ne sont pas seulement des capacités supplémentaires, c'est la volonté politique.

Et si nous développons cette volonté politique, nous pourrons accomplir beaucoup au niveau de l'UE.

Permettez-moi de vous donner trois exemples concrets:

Tout d'abord, **nous devons jeter les bases d'une prise de décision collective – c'est ce que j'appelle l'appréciation de la situation**.

Nous sommes entravés si des États membres présents dans la même région ne partagent pas au niveau européen les informations dont ils disposent. Il est capital d'améliorer la coopération en matière de renseignement.

Mais il ne s'agit pas seulement du renseignement au sens étroit du terme**.**

Il s'agit de rassembler les connaissances de tous les services et de toutes les sources. De l'espace aux formateurs des forces de police, de l'open source aux agences de développement. Leur travail nous permet en effet d'obtenir des connaissances uniques tant par leur portée que par leur précision.

Il suffit de les recueillir!

Mais nous ne pouvons les mettre à profit pour prendre des décisions éclairées que si nous disposons d'un tableau complet de la situation. Or ce n'est pas le cas actuellement. Nous avons les connaissances, mais elles sont éparpillées. L'information est fragmentée.

C'est pourquoi l'UE pourrait envisager de créer son propre centre commun de connaissance de la

situation, afin de réunir tous les différents éléments d'information.

Et pour être mieux préparés, parfaitement informés et capables de prendre des décisions.

Deuxièmement, **nous devons améliorer l'interopérabilité**. C'est pourquoi nous investissons déjà dans des plateformes européennes communes, des avions de combat aux drones et au cyber.

Mais nous devons continuer à penser à de nouvelles façons d'exploiter toutes les synergies possibles. À titre d'exemple, nous pourrions envisager une exonération de TVA pour les achats d'équipements de défense développés et produits en Europe.

Cela permettrait non seulement d'accroître notre interopérabilité, mais aussi de réduire nos dépendances actuelles.

Troisièmement, nous ne pouvons parler de défense sans parler de cybersécurité. Si tout est connecté, tout peut être piraté. Les ressources étant rares, nous devons unir nos forces. Et nous ne devrions pas nous contenter de faire face aux cybermenaces, nous devons avoir l'ambition d'être à la pointe de la cybersécurité.

C'est ici en Europe que les outils de cyberdéfense devraient être développés. C'est pourquoi nous avons besoin d'une politique de cyberdéfense européenne, notamment d'une législation établissant des normes communes dans le cadre d'une nouvelle loi européenne relative à la cyber-résilience.

Nous pouvons donc faire beaucoup au niveau de l'UE. Mais les États membres doivent eux aussi faire davantage.

Cela commence par une évaluation commune des menaces auxquelles nous sommes confrontés et par une approche commune pour y faire face. La prochaine **«boussole stratégique»** constitue une étape clé à cet égard.

Et nous devons décider de la manière dont nous pouvons exploiter toutes les possibilités qui sont déjà prévues par le traité.

C'est pourquoi, pendant la présidence française, le président Macron et moi organiserons un **sommet de la défense européenne**.

Il est temps pour l'Europe de passer à la vitesse supérieure.

Mesdames et Messieurs les députés,

Dans un monde sans cesse plus contesté, la protection de vos intérêts ne consiste pas seulement à vous défendre.

Il s'agit de forger des partenariats solides et fiables. Cela n'est pas un luxe - c'est un impératif pour notre stabilité, notre sécurité et notre prospérité futures.

Il s'agit en premier lieu d'approfondir notre partenariat avec nos alliés les plus proches.

Avec les États-Unis, nous élaborerons notre nouveau programme pour un changement planétaire — du nouveau **Conseil du commerce et des technologies** à la sécurité sanitaire et à la durabilité.

L'UE et les États-Unis seront toujours plus forts — ensemble.

Il en va de même pour nos voisins des **Balkans occidentaux.**

Avant la fin de ce mois, je me rendrai dans la région pour envoyer un signal fort de notre engagement à l'égard du processus d'adhésion. **Nous le devons à tous les jeunes qui croient en un avenir européen.**

C'est pourquoi nous renforçons notre soutien dans le cadre de notre nouveau plan économique et d'investissement, qui représente environ un tiers du PIB de la région. Parce qu'investir dans l'avenir des Balkans occidentaux, c'est investir dans l'avenir de l'UE.

Et nous continuerons également à investir dans nos partenariats dans tout notre voisinage **l** du renforcement de notre engagement dans le partenariat oriental jusqu'à la mise en œuvre du nouveau programme pour la Méditerranée et la poursuite du travail engagé sur les différents aspects de nos relations avec la Turquie.

Mesdames et Messieurs les députés,

Si l'Europe veut jouer un rôle plus important sur la scène mondiale, elle doit aussi se concentrer sur la prochaine génération de partenariats.

Dans cet esprit, la **nouvelle stratégie indopacifique de l'Union marque une étape fondamentale**. Elle reflète l'importance croissante de la région pour notre prospérité et notre sécurité. Mais aussi le fait que les régimes autocratiques l'utilisent pour essayer d'étendre leur influence.

L'Europe doit être plus présente et plus active dans la région.

Nous travaillerons donc ensemble pour approfondir les liens commerciaux, renforcer les chaînes d'approvisionnement mondiales et développer de nouveaux projets d'investissement dans les technologies vertes et numériques.

C'est un exemple de la manière dont l'Europe peut repenser son modèle pour connecter le monde.

Nous sommes très bons pour financer des routes. Mais cela n'a pas de sens que l'Europe construise une route parfaite entre une mine de cuivre sous propriété chinoise et un port également sous propriété chinoise.

Nous devons nous montrer plus intelligents pour ces types d'investissements.

C'est pourquoi nous présenterons bientôt notre nouvelle stratégie en matière de connectivité, le Global Gateway.

Nous établirons des **partenariats Global Gateway** avec des pays du monde entier.

Nous voulons des investissements dans des infrastructures de qualité, connectant les biens, les personnes et les services dans le monde entier.

Nous suivrons une approche fondée sur les valeurs, pour proposer une transparence et une bonne gouvernance à nos partenaires.

Nous voulons créer des liens **l** pas des dépendances!

Et nous savons comment cela peut fonctionner. Depuis cet été, un nouveau câble sous-marin relie par fibre optique le Brésil au Portugal.

Nous investirons avec l'Afrique, pour créer un marché de l'hydrogène vert qui relie les deux rives de la Méditerranée.

Nous avons besoin d'une approche qui passe par l'Équipe Europe pour faire fonctionner notre Global

Gateway. Nous mettrons en relation les institutions et les investisseurs, les banques et la communauté des entreprises. Nous ferons de cette question une priorité pour les sommets régionaux **l** à commencer par le prochain sommet UE-Afrique en février.

Nous voulons faire de notre Global Gateway une marque reconnue dans le monde entier.

Et je veux être très claire: faire des affaires dans le monde entier, le commerce mondial **l** tout cela est bon et nécessaire. Mais jamais au détriment de la dignité et de la liberté des personnes**.**

25 millions de personnes dans le monde sont menacées de travail forcé ou y sont contraintes. Nous n'accepterons jamais qu'elles soient contraintes de fabriquer des produits **l** pour que ces produits soient ensuite proposés à la vente ici en Europe.

Nous proposerons donc d'interdire sur notre marché les produits qui ont été fabriqués au moyen du travail forcé.

Les droits de l'homme ne sont pas à vendre l à aucun prix.

UNE EUROPE UNIE DANS LA LIBERTÉ ET LA DIVERSITÉ

Et, Mesdames et Messieurs les députés, les droits de l'homme ne sont pas une monnaie d'échange.

Regardez ce qui s'est passé à nos frontières avec la Biélorussie. Le régime de Minsk a instrumentalisé des êtres humains. Il les a mis dans des avions et les a littéralement poussés vers les frontières de l'Europe.

Cela ne peut en aucun cas être toléré.

Et la réaction rapide de l'Europe le montre. **Soyez-en assurés: nous continuerons de nous tenir aux côtés de la Lituanie, de la Lettonie et de la Pologne.**

Et appelons un chat un chat: il s'agit d'une attaque hybride pour déstabiliser l'Europe.

Mesdames et Messieurs les députés,

Ce ne sont pas des événements isolés. Nous avons assisté à des incidents similaires à d'autres frontières. Et il faut s'attendre à en voir d'autres. C'est pourquoi, dans le cadre de nos travaux sur Schengen, nous présenterons de nouveaux moyens de répondre à de telles agressions et de préserver l'unité dans la protection de nos frontières extérieures.

Mais tant que nous ne trouverons pas de terrain d'entente sur la manière de gérer les migrations, nos opposants continueront de s'y attaquer.

Dans le même temps, les trafiquants d'êtres humains continuent d'exploiter des personnes en leur faisant emprunter des itinéraires mortels en Méditerranée.

Ces événements nous montrent que chaque pays a un intérêt à mettre en place un système migratoire européen.

Avec le **nouveau pacte sur la migration et l'asile**, nous avons tout ce dont nous avons besoin pour gérer les différents types de situations auxquels nous sommes confrontés.

Tous les éléments sont en place. C'est un système équilibré et humain qui fonctionne pour tous les États membres **l** *en toutes circonstances*. Nous savons que nous pouvons trouver un terrain d'entente.

Toutefois, dans l'année qui a suivi la présentation du pacte par la Commission, les progrès ont été terriblement lents.

Je le crois: le moment est maintenant venu d'élaborer une politique *européenne* de gestion des migrations. Je vous invite donc instamment, dans cette Assemblée et dans les États membres, à accélérer le processus.

En fin de compte, c'est une question de confiance. De confiance entre les États membres. De confiance des Européens dans notre capacité à gérer les migrations. De confiance dans le fait que l'Europe ne faillira jamais à son devoir immuable à l'égard des plus vulnérables et des plus démunis.

La question des migrations en Europe suscite beaucoup de points de vue très tranchés, mais je pense que le terrain d'entente n'est pas si éloigné.

Parce que si vous posez la question à la plupart des Européens, ils conviendraient que nous devons agir pour endiguer la migration irrégulière, mais que nous devons aussi agir pour offrir un refuge aux personnes contraintes de fuir.

Ils conviendraient que nous devrions renvoyer les personnes n'ayant pas le droit de rester, mais que nous devrions accueillir celles qui arrivent ici légalement et apportent une contribution aussi essentielle à notre société et à notre économie.

Et nous devrions *tous* convenir que la question des migrations ne devrait jamais être utilisée pour diviser.

Je suis convaincue que, pour l'Europe, il existe un moyen d'instaurer la confiance mutuelle en matière de migration.

Mesdames et Messieurs les députés,

Les sociétés **bâties sur la démocratie et des valeurs partagées** ont un fondement stable. Elles font confiance à l'humain.

C'est ainsi que peuvent se développer de nouvelles idées, ainsi qu'advient le changement, ainsi qu'est vaincue l'injustice.

La confiance dans ces valeurs partagées a rassemblé nos pères et mères fondateurs au lendemain de la Seconde guerre mondiale.

Et ces mêmes valeurs ont uni les combattants de la liberté qui ont abattu le rideau de fer il y a plus de trente ans.

Ils voulaient la démocratie.

Ils voulaient des élections libres,

l'état de droit,

et l'égalité de tous devant la loi.

Ils voulaient la liberté d'expression, et des médias indépendants.

Ils voulaient mettre fin à la surveillance des citoyens par les citoyens et à l'espionnage d'État, ils voulaient combattre la corruption.

Ils voulaient la liberté d'être différents de la masse.

Ou, comme l'ancien président tchèque Vaclav Havel l'a si bien résumé, ils voulaient toutes ces «grandes valeurs européennes».

Ces valeurs sont le fruit de l'héritage culturel, religieux et humaniste de l'Europe.

Elles sont constitutives de notre âme, constitutives de ce que nous sommes aujourd'hui.

Elles sont consacrées par nos traités européens.

Et tous, nous avons pris l'engagement de les respecter au moment d'adhérer en tant qu'États libres et souverains à cette Union.

Nous sommes déterminés à défendre ces valeurs. Cette détermination ne faiblira jamais.

Nos valeurs sont garanties par notre ordre juridique, et les arrêts de la **Cour de justice de l'Union européenne** veillent à les faire prévaloir. Ces arrêts sont contraignants. Et nous veillons à ce qu'ils soient suivis d'effet. Et ce dans chaque pays de notre Union.

Parce que la protection de l'état de droit n'est pas juste un noble objectif: c'est aussi un dur labeur et une lutte constante pour un mieux.

Nos **rapports sur l'état de droit**, par les réformes qu'ils mettent en avant, font partie intégrante de ce processus. Les réformes du système judiciaire engagées à Malte ou les enquêtes pour corruption conduites en Slovaquie en sont un bon exemple.

À compter de 2022, nos rapports sur l'état de droit contiendront en outre des recommandations concrètes à l'intention des États membres.

Malgré tout, quelques États membres ont connu une évolution préoccupante. **Ici, un point me tient à cœur: le dialogue n'est jamais clos.**

Mais il ne suffit pas non plus en soi, il doit conduire à un objectif. C'est pourquoi nous poursuivons une double approche, fondée à la fois sur le dialogue et sur une action résolue.

C'est ce que nous avons fait ces dernières semaines. Et c'est ce que nous continuerons à faire.

Parce que, partout en Europe, et qu'ils fassent partie de la majorité ou d'une minorité, les gens doivent pouvoir avoir confiance dans leur droit à une justice indépendante, dans leur droit à l'égalité devant la loi.

Mesdames et Messieurs les députés,

Le budget européen est l'avenir de notre Union traduit en chiffres. C'est bien pourquoi il faut le protéger.

Nous devons veiller à ce que chaque euro et chaque cent soient dépensés à bon escient

et dans le respect des principes de l'état de droit. Les fonds destinés à construire un meilleur avenir pour nos enfants ne doivent pas se perdre dans des canaux occultes.

La corruption n'est pas seulement de l'argent volé au contribuable. La corruption fait fuir les investisseurs. La corruption, c'est l'achat de complaisances par des gros sous, et l'ébranlement des règles démocratiques par des puissants.

Il en va de la défense de notre budget, et nous utiliserons tous les moyens à notre disposition pour combattre la moindre affaire de corruption.

Mesdames et Messieurs les députés,

Défendre nos valeurs, c'est aussi défendre la liberté. **La liberté d'être qui on est, de dire ce qu'on veut, d'aimer qui on veut**.

Mais être libre veut aussi dire être libéré de la peur. Pendant la pandémie, trop de femmes ont été privées de cette liberté.

Cette période a été particulièrement terrible pour toutes celles qui n'avaient nulle part où se réfugier, nul endroit où échapper à leurs bourreaux. Nous devons apporter de la lumière dans ces ténèbres, montrer un chemin hors de cette douleur. Les bourreaux doivent être traduits en justice.

Et les femmes doivent retrouver leur vie et leur liberté de choix.

C'est pourquoi nous proposerons **avant la fin de l'année une loi sur la lutte contre les violences faites aux femmes**. Il s'agit de prévoir des sanctions efficaces, de prévenir et de protéger, en ligne comme hors ligne.

Il s'agit de faire respecter la dignité de chaque personne, et de justice. **Car voilà l'âme de l'Europe. Nous devons la renforcer.**

Mesdames et Messieurs les députés,

Permettez-moi pour finir d'évoquer une liberté qui donne voix à toutes les autres, et c'est la liberté des médias.

Des journalistes, femmes et hommes, sont attaqués pour la simple raison qu'ils font leur travail.

Certains sont menacés et passés à tabac, d'autres sont tragiquement assassinés. Au sein même de notre Union européenne. Je veux rappeler quelques noms. Daphné Caruana Galizia. Jan Kuciak. Peter de Vries.

Ils n'ont pas tous la même histoire. Mais ils ont une chose en commun: ils se sont tous battus pour le droit à l'information. Et ils en sont morts.

L'information est un bien public. Nous devons défendre celles et ceux qui nous éclairent: les femmes et les hommes journalistes.

C'est pourquoi nous avons présenté aujourd'hui une recommandation pour une meilleure protection des journalistes.

Et nous devons stopper tous ceux qui menacent la liberté des médias. Les médias ne sont pas des entreprises comme les autres.

Leur indépendance est essentielle. Voilà pourquoi l'Europe a besoin d'une loi qui garantisse cette indépendance.

L'année prochaine, nous présenterons précisément une telle **loi sur la liberté des médias**.

Parce que, quand nous défendons la liberté de nos médias, c'est aussi notre démocratie que nous défendons.

Conclusion

Mesdames et Messieurs les députés,

Consolider l'idéal européen de Schuman que j'ai invoqué précédemment requiert un travail constant.

Et nous ne devrions pas nous cacher nos incohérences et nos imperfections.

Mais aussi imparfaite qu'elle puisse être, notre Union est à la fois remarquablement singulière et singulièrement remarquable.

C'est une Union dans laquelle nous pouvons renforcer notre *liberté individuelle* grâce à la *force de notre communauté*.

Une Union façonnée tant par notre histoire et nos valeurs *partagées* que par nos cultures et perspectives *différentes*.

Une Union qui a une âme.

Il n'est pas facile de trouver les mots justes pour saisir ce sentiment dans son essence. Il est plus facile de les emprunter à une personne qui nous inspire. Et c'est pourquoi j'ai convié une invitée d'honneur à nous rejoindre aujourd'hui.

Beaucoup d'entre vous connaissent cette **médaillée d'or italienne** qui a tant fait battre mon cœur cet été.

Mais ce que vous ne savez peut-être pas, c'est que, pas plus tard qu'en avril dernier, elle a appris que son pronostic vital était engagé. Elle a dû être opérée, elle s'est battue, elle s'est rétablie.

Et à peine 119 jours après sa sortie de l'hôpital, elle a remporté l'or paralympique. Mesdames et Messieurs les députés, je vous invite à accueillir avec moi **Beatrice Vio**. Bebe a surmonté tant d'épreuves, et à un si jeune âge.

Son histoire est celle d'une *victoire contre l'adversité*. Du triomphe du talent, de la ténacité et d'une positivité inébranlable. Bebe est à l'image de sa génération: une meneuse et une avocate des causes auxquelles elle croit.

Si elle a réussi tout cela, c'est en restant fidèle à sa règle de vie: *si cela semble impossible*, alors on peut le faire. *Se sembra impossibile, allora si può fare*.

Tel est **l'esprit** qui animait les fondateurs de l'Europe et **qui anime la génération montante d'Européens**. Laissons-nous inspirer par Bebe et par tous ces jeunes qui changent notre perception des possibles.

Qui nous montrent que l'on peut être ce que l'on veut être. Et que l'on peut *réaliser* ce en quoi l'on *croit*.

Mesdames et Messieurs les députés,

Voilà l'*âme* de l'Europe.

Voilà l'*avenir* de l'Europe.

Fortifions-la ensemble.

Viva l'Europa.

Related media

EP Plenary session State of the European Union debate (Enhanced version with captions)

State of the Union Address 2021 by Ursula von der Leyen, President of the European Commission